

Pologne : changements concernant les droits des réfugiés ukrainiens

Description

Le Conseil des ministres a publié un projet de loi visant à retirer progressivement les dispositions de la loi spéciale d'aide aux Ukrainiens. Les ONG avaient du 23 décembre 2025 au 2 janvier 2026 pour le commenter.

« *Nous sommes furieux* », a déclaré Agnieszka Kosowicz, présidente du Forum migratoire polonais. La raison de cette colère ne tient pas tant au projet de loi dont « *les intentions [...] sont très nobles* », mais au délai très court de consultation, surtout en période de fêtes : « *Les méthodes de procédure ne nous conviennent pas du tout* », a-t-elle conclu. Cette urgence s'explique par le fait que le gouvernement doit, le cas échéant, passer les nouvelles dispositions avant le 5 mars 2026, date limite de la légalité de séjours de nombreux Ukrainiens en Pologne.

Il y a quatre ans, la Loi spéciale sur l'assistance aux citoyens ukrainiens a été adoptée pour faciliter la gestion d'un flux de réfugiés sans précédent. Le texte garantit un accès au marché du travail et à une vaste gamme de services médicaux gratuits qui se sont vus limiter par un amendement en 2025. Ainsi, « *beaucoup des solutions assurées par la loi spéciale sont rigoureuses, efficaces et économiquement rationnelles* » et le gouvernement polonais vise à transférer « *certaines d'entre elles à la loi du 13 juin 2003 sur la garantie de protection des étrangers sur le territoire de la République de Pologne* », indique le projet de loi.

Concrètement, la situation des Ukrainiens en Pologne sera harmonisée avec celle des autres réfugiés, réduisant l'accès à certaines aides sociales. L'accès aux soins gratuits sera toujours disponible pour la plupart des réfugiés, outre les adultes sans emploi. Les femmes enceintes ou *post-partum* seront aussi couvertes par les soins médicaux.

« *L'objectif du projet de loi est d'unifier le système de soutien pour tous les sujets à la protection temporaire, d'adapter la législation à la nouvelle étape de la situation migratoire et de passer de solutions d'urgences à des solutions systémiques. [...] Continuer à maintenir la loi contenant des solutions spéciales pourrait créer un risque de traitement inégal vis-à-vis du régime légal général pour les étrangers* », peut-on lire sur l'évaluation de l'impact législatif du projet de loi.

Sources : [Gazeta Wyborcza](#), [Rzeczpospolita](#), [Bankier.pl](#).

date créée

05/01/2026

Champs de Méta

Auteur-article : Nathan Hourcade